

M. BERNARD Sébastien
3 chemin de Taffignon
69110 STE FOY-LES-LYON

Tel : 04 78 59 32 36

Monsieur Le Directeur ROUVEURE Gilles
Cabinet du Préfet délégué pour La Défense et La Sécurité
Préfecture du Rhône
106 rue Pierre CORNEILLE
69419 LYON Cedex 03

Ste Foy-Lès-Lyon, lundi 7 novembre 2011.

Monsieur Le Directeur ROUVEURE,

Je, soussigné M. BERNARD Sébastien, fais par la présente suite à votre courrier daté du 20 Septembre 2010.

Pour commencer, je suis heureux de lire que vous avez pris connaissance des termes des courriers que j'ai adressés à La Présidence de La République les 12 octobre 2009 et 22 avril 2010.

Pour continuer, j'ai bien pris note du fait que vous m'informez n'avoir aucun pouvoir en le domaine judiciaire vous permettant d'initier l'enquête que, selon vous, j'appellerais de mes vœux.

De votre côté, prenez acte des deux faits suivants :

- Je n'ai aucune idée de "l'enquête" à laquelle vous faites allusion ; si vous aviez réellement lu mes courriers, vous auriez anticipé sur la nécessité d'être précis en vos écrits.
- Si je vous avais estimé compétent en un quelconque domaine relatif à mon affaire, c'est directement à vous que je me serais adressé (je n'en suis pas encore à considérer Le Président de La République Française tel un intermédiaire pour accéder à votre personne afin d'obtenir vos faveurs).

Pour terminer, permettez-moi de vous dispenser un peu de culture générale...

La raison pour laquelle les représentants de l'Etat (dont vous faites partie) sont, à ce jour, si dépréciés réside en une explication très simple : la responsabilité morale volontairement négligée.

De tout temps, en notre pays, à quelques exceptions près les personnes faisant partie des "représentants (des Forces) de L'Ordre Public" ont toujours collaboré aveuglément avec les "gouvernants" en place ; indépendamment du fait que ces derniers aient été intègres ou fondamentalement malsains.

De tout temps, en notre pays, les révolutions significatives ont été initiées par des hommes tels que moi.

De tout temps, en notre pays, les hommes tels que moi ont été confrontés à des "représentants (des Forces) de L'Ordre Public" tels que vous.

De tout temps, en notre pays, ce sont les "planqués" qui, après avoir réprouvé les hommes tels que moi en se cachant derrière l'excuse de la responsabilité professionnelle inhérente au statut de "représentants (des Forces) de L'Ordre Public", ont toujours été les premiers à bénéficier des évolutions positives engendrées par les combats légitimes et humains tels que celui que je mène aujourd'hui.

Vous et moi savons pertinemment que l'Etat ne demande pas à une division de La Sécurité Territoriale de donner réponse au nom du Ministère de La Justice ; il ne le fait que lorsque son intention réelle est de faire comprendre à l'intéressé que, considéré terroriste potentiel pour son refus de soumission, il est désormais surveillé...

Après « *La France, tu l'aimes ou tu la quittes !* », notre respectable Président aurait-il trouvé en ces mots son nouveau slogan : « *En France, tu te soumetts ou tu te suicides !* » ?

A mon sens, faire pression sur un innocent par le biais d'intermédiaires qui représentent La Force pour tenter de le contraindre à la soumission, c'est ça le propre du terrorisme. Je vous laisse méditer sur le sujet.

Veillez agréer, Monsieur Le Directeur ROUVEURE, tout le respect que j'accorde à votre statut.